

DELIBERATION n° 2020-104
portant adoption du règlement d'exonération 2021-2022 /
politique d'exonération des étudiants étrangers

Point inscrit à l'ordre du jour n° 9

Conseil d'administration du 11 décembre 2020

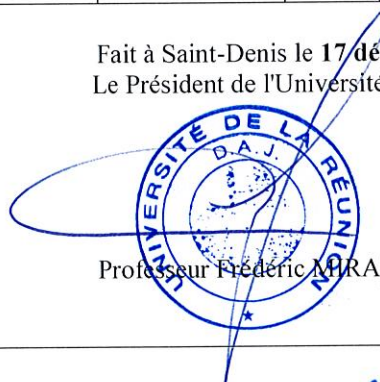
Vu le code de l'éducation et notamment les articles R. 719-49 et R. 719-50 ;
Vu le décret n° 2019-344 du 19 avril 2019 relatif aux modalités d'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers suivant une formation dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux les taux de droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation.
Vu l'avis de la Commission de la formation et de la vie universitaire réunie en séance le 04 décembre 2020 ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration **adoptent le règlement d'exonération 2021-2022 / politique d'exonération des étudiants étrangers.**

Le règlement est annexé à la présente délibération.

Résultat du vote								
Vote	électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				23				
N'ayant pas pris part au vote				2				
Nombre de voix	pour	21	contre	0	abstention(s)	0	refus	0

Fait à Saint-Denis le 17 décembre 2020
Le Président de l'Université de La Réunion


Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités le 18 DEC. 2020

Entrée en vigueur le lendemain de sa publication au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion.

VU le code de l'éducation et notamment les articles R. 719-49 et R. 719-50 ;

VU le décret n°2019-344 du 19 avril 2019 relatif aux modalités d'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers suivant une formation dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 2020-104 ;

Article 1 : demande d'exonération

Les dossiers de demande d'exonération des droits d'inscription relatif à un diplôme national suivi en formation initiale sont à télécharger et à déposer avant le 15 février de l'année universitaire en cours auprès de la direction de la scolarité et de la vie étudiante à l'adresse suivante : <http://scolarite.univ-reunion.fr/accueil/>

Ce dossier comporte :

- Une copie de l'avis d'imposition (ou de non-imposition) de l'étudiant ou des parents si l'étudiant est rattaché au foyer fiscal des parents.
- Selon les situations : pension alimentaire, quittance de loyer, justificatifs APL-ALS, justificatifs CAF, notification d'allocation pour perte d'emploi, bourse région etc.
- Les justificatifs relatifs à vos charges. (loyer, alimentation, documentation, ...)
- Les justificatifs relatifs à une situation particulière.

Article 2 : conditions d'exonération

Les conditions pour l'exonération des droits d'inscription sont fixées comme suit :

L'étudiant doit être inscrit à l'université de La Réunion en formation initiale en vue de la délivrance d'un diplôme national.

L'étudiant doit justifier d'une situation personnelle et sociale spécifique motivant la demande d'exonération.

La décision d'exonération est fixée en fonction de la situation individuelle des étudiants :

- Étudiants empêchés
- Étudiants rencontrant des difficultés permanentes ou ponctuelles au regard de la situation personnelle ou familiale

- D'autres critères peuvent être pris en compte : excellence du parcours pédagogique, soutien à la formation des personnels, ou tout autre situation particulière dûment justifiée.

Les modalités d'exonération des étudiants internationaux non communautaires concernés par les droits différenciés sont exclusivement indiquées à l'article 3 du présent règlement.

Article 3 : cas particulier des étudiants internationaux non communautaires

En vertu de la politique d'établissement fixée par le Conseil d'Administration de l'Université dans la séance du CA du 13/12/2018 et toujours en vigueur qui précise les éléments suivants :

L'article L. 123-7 du code de l'éducation dispose que « le service public de l'enseignement supérieur encourage les coopérations transfrontalières et incite, à cet effet, les établissements d'enseignement supérieur implantés dans des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution à contribuer au rayonnement international des régions et départements d'outre-mer ».

Par ailleurs, dans la mesure n° 20 consacrée à « un enseignement supérieur garant de l'excellence outre-mer », le Livre Bleu affirme l'ambition d'un ESR au service du rayonnement régional.

Pour ce faire, il précise que « les partenariats avec les universités des pays voisins doivent être encouragés et développés, du point de vue des mobilités des étudiants et des enseignants, particulièrement sur des thématiques d'intérêt commun : climat, insularité, biodiversité, culture et histoire ». En outre, il préconise la construction d'un « campus francophone pour faire rayonner la francophonie dans chacun des bassins océaniques ». Enfin, il indique que « La France d'outre-mer doit faire partager les valeurs de la France, ainsi que ses savoirs et savoir-faire avec les pays voisins, au sein de chaque bassin océanique. »

En cohérence forte avec ces dispositions et objectifs, l'Université de La Réunion - seule université réunionnaise, française et européenne de l'océan Indien - a priorisé l'internationalisation et la coopération régionale dans sa stratégie d'établissement. De ce fait une exonération partielle des droits d'inscription est accordée systématiquement aux étudiants internationaux non communautaires sur la durée du cycle. Ceux-ci s'acquitteront des droits applicables aux étudiants nationaux fixés par le tableau 1 de l'annexe de l'arrêté du 19 avril 2019.

Article 4 : autorité compétente

L'exonération des droits de scolarité est prononcée par le Président de l'université après contrôle et avis du service instructeur, dans la limite de 10% des étudiants inscrits, hors bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur accordée par l'Etat et les pupilles de la Nation (article R. 719-50 du code de l'éducation)

Article 5 : application de l'exonération

L'exonération totale des droits d'inscription entraîne le remboursement du droit de scolarité tel que défini par l'arrêté annuel fixant le droit de scolarité. Les droits ne seront pas acquittés si l'inscription n'a pas encore été finalisée.

L'exonération partielle des droits d'inscription entraîne le remboursement de la différence entre le droit acquitté et le droit de scolarité tel que défini par l'arrêté annuel fixant le droit de scolarité. Si

l'inscription n'a pas encore été finalisée le montant des droits d'inscription tiendra compte de l'exonération.

Dans les deux cas, en cas d'inscriptions multiples, l'exonération porte sur le premier droit de diplôme à taux plein.

Article 6 : durée

Ces dispositions sont applicables à partir de l'année universitaire 2021-2022.

Article 7 : exécution et mesures de publicité

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent règlement et de sa publicité.

Approuvé par le Conseil d'Administration
dans sa séance du 11 DEC. 2020